

L'économie tunisienne face à de nouveaux défis

La réélection de Donald Trump avec sa doctrine « America First » aurait des retombées a priori significatives sur l'économie mondiale et par voie de conséquence sur l'économie Tunisienne. C'est ce qui ressort de l'étude publiée en février dernier par l'IACE que nous présentons ci-après comme article de référence du Forum ibn Khaldoun pour le mois d'avril 2025 étant donné les éclairages édifiants sur les retombées de la nouvelle politique étrangère américaine sur la Tunisie.

Impacts économiques de la nouvelle politique étrangère américaine : focus sur la Tunisie

Introduction

La réélection de Donald Trump en 2024, avec la poursuite de la doctrine "America First", pourrait avoir des répercussions significatives sur l'économie mondiale, notamment en raison de son approche protectionniste, de ses réformes fiscales et de sa stratégie monétaire agressive. Pour la Tunisie, ces politiques pourraient engendrer à la fois des défis et des opportunités, nécessitant une analyse approfondie et des mesures adaptées pour en anticiper les effets. D'une part, la hausse du dollar, l'augmentation des droits de douane et la baisse de l'aide internationale peuvent fragiliser son économie. D'autre part, ces changements pourraient inciter la Tunisie à diversifier ses partenariats économiques et à renforcer sa production locale. Cette note analyse les impacts de ces mesures et propose des recommandations pour anticiper leurs effets.

1. Une nouvelle donne économique mondiale

Protectionnisme et réorientation commerciale

L'administration Trump a intensifié ses politiques protectionnistes, notamment en augmentant les droits de douane sur les importations provenant de pays concurrents comme la Chine. Cette stratégie a perturbé les chaînes d'approvisionnement mondiales, créant un environnement commercial plus incertain pour les partenaires économiques des États-Unis, y compris la Tunisie. Les mesures protectionnistes ont non seulement augmenté le taux moyen des droits de douane sur les produits chinois mais ont également encouragé

d'autres pays à adopter des pratiques similaires, exacerbant ainsi la conflictualité commerciale mondiale.

Le nouveau mandat de Trump pourrait conduire à une escalade encore plus prononcée du protectionnisme américain. Cela pourrait inclure l'imposition de droits de douane universels ou significativement accrus sur toutes les importations, ce qui risquerait d'entraîner une guerre commerciale mondiale. De telles mesures ne manqueraient pas d'affecter négativement le commerce international et potentiellement entraîner une perte du PIB mondial.

Réformes fiscales et croissance américaine

Les baisses d'impôts entreprises par l'administration Trump visent principalement à stimuler l'économie américaine en encourageant l'investissement privé et la création d'emplois. Cependant, ces réformes comportent des risques significatifs : elles pourraient creuser le déficit budgétaire américain et exacerber les inégalités sociales. Un déficit budgétaire accru 2 pourrait avoir des implications importantes pour la stabilité financière globale et influencer négativement les flux d'investissement vers des pays émergents comme la Tunisie.

En outre, ces politiques fiscales peuvent renforcer le rôle dominant du dollar dans le commerce international tout en accentuant sa volatilité face aux autres devises. Cela complique encore davantage l'environnement économique pour des pays dépendants du dollar dans leurs transactions internationales.

Appréciation du dollar et fluctuations monétaires

La politique monétaire menée par la Fed a conduit à une appréciation notable du dollar ces derniers mois, d'abord marquée par plusieurs hausses successives des taux directeurs. En 2024, la Fed a réduit ses taux à trois reprises (-0,25 % à chaque fois), mais elle adopte une approche plus prudente en 2025 en raison des risques inflationnistes liés aux mesures de Trump. Cette dynamique a rendu difficile la gestion de la dette extérieure pour de nombreuses économies émergentes. Après l'élection de Trump, le dollar s'est apprécié de **3 % en termes nominaux et de 4% face à l'euro en novembre 2024, porté par les annonces de tarifs douaniers universels et de baisses d'impôts.**

Pour un pays comme la Tunisie dont une grande partie des transactions se fait en dollars (comme beaucoup d'autres), cette situation se traduit par un coût accru pour ses importations ainsi qu'une inflation importée qui affecte directement le pouvoir d'achat intérieur. L'inflation résultante peut aggraver davantage l'instabilité macro-économique locale si elle n'est pas correctement gérée via une politique monétaire adaptée ou grâce à diversification accrue dans ses relations commerciales internationales.

2. Conséquences pour l'économie tunisienne

Inflation et hausse des coûts des importations

L'appréciation du dollar a un impact significatif sur l'économie tunisienne, notamment en renforçant le coût des matières premières et de l'énergie. En 2024, les coûts de l'énergie ont augmenté de 18 %, tandis que les prix des produits alimentaires ont grimpé de 12 %. Ces hausses affectent directement le pouvoir d'achat des ménages tunisiens, déjà fragilisé par un contexte économique tendu. L'inflation importée réduit la capacité des ménages à faire face aux dépenses courantes, entraînant une contraction de la consommation intérieure, moteur clé de l'économie nationale. Par ailleurs, la dépréciation du dinar face au dollar complique la gestion des finances publiques, augmentant le poids de la dette extérieure libellée en devises et restreignant les marges de manœuvre budgétaires du gouvernement.

Commerce extérieur et investissements

Le commerce extérieur est fortement impacté par la forte dépendance à l'égard du dollar pour environ 60 % des transactions commerciales. L'augmentation du coût des importations pèse sur la balance commerciale tunisienne, particulièrement dans les secteurs stratégiques comme le textile et l'agroalimentaire. Le textile, qui représente une part significative des exportations tunisiennes, souffre de l'augmentation du coût des matières premières importées (coton, teintures, équipements), réduisant ainsi la compétitivité des entreprises locales sur les marchés internationaux. De même, le secteur agroalimentaire, fortement dépendant des importations de céréales et d'huiles végétales, voit ses coûts de production grimper, ce qui limite sa capacité à exporter à des prix compétitifs et aggrave le déséquilibre commercial. De plus, l'incertitude économique mondiale combinée au rapatriement massif de capitaux a entraîné une baisse significative (15 % en 2025) des investissements directs étrangers (IDE), fragilisant ainsi davantage le tissu économique local.

Les secteurs stratégiques comme le textile et l'agroalimentaire sont particulièrement touchés par cette dynamique.

En outre, les exportations tunisiennes vers les États-Unis, principalement dans le secteur agroalimentaire (huile d'olive conditionnée) et dans le textile (filière jeans), pourraient être impactées par la hausse annoncée des droits de douane.

Fluctuations du prix du pétrole

La production pétrolière américaine a atteint un niveau record en 2024, avec 13,2 millions de barils par jour, grâce à l'assouplissement des réglementations environnementales et à l'augmentation des investissements dans l'exploitation des gisements non conventionnels. Cette surproduction, combinée à une politique énergétique axée sur l'indépendance des États Unis, exerce une pression à la baisse sur les prix du pétrole, qui pourraient se stabiliser autour de 70 USD le baril.

Pour la Tunisie, un tel scénario présente des avantages immédiats, notamment une réduction de la facture énergétique du pays, qui dépend fortement des importations pour couvrir ses besoins en hydrocarbures. Une baisse du prix du pétrole permettrait de contenir

les coûts des carburants et de l'électricité, limitant ainsi les tensions inflationnistes et allégeant la pression sur le budget de l'État.

Cependant, cette dynamique comporte aussi des risques majeurs pour l'économie tunisienne. Une baisse prolongée des prix du pétrole affecterait directement les revenus des pays exportateurs de pétrole, en particulier ceux du Golfe. Une réduction des excédents budgétaires de ces États pourrait se traduire par une diminution des investissements directs étrangers (IDE) en Tunisie

. De plus, les transferts financiers des travailleurs tunisiens expatriés dans les pays du Golfe pourraient également être affectés par une contraction des revenus pétroliers. Cette réduction des recettes entraînerait des coupes budgétaires dans les économies du Golfe et de la Libye, ce qui impacterait l'emploi et les salaires des travailleurs étrangers, y compris ceux d'origine tunisienne. Il est crucial de suivre l'impact de cette diminution des recettes pétrolières des 4 pays limitrophes sur les exportations tunisiennes vers ces pays, ainsi que sur les dépenses des touristes maghrébins et le soutien financier. Ces aspects doivent être observés avec prudence durant la période à venir.

Aide internationale et présence économique américaine en Afrique

La réduction des budgets alloués aux programmes d'aide américains, notamment via l'USAID, limite considérablement les capacités de financement des projets de développement en Tunisie. Historiquement, ces fonds ont soutenu des initiatives essentielles dans des domaines tels que l'éducation, la gouvernance, l'entrepreneuriat et les infrastructures, contribuant ainsi à la stabilité économique et sociale du pays. La diminution de ces ressources, amorcée sous la première administration Trump avec une réduction de 28 % de l'aide bilatérale en 2018, et alors qu'en 2023, le budget de l'USAID s'élevait à 43,79 milliards de dollars, risque de ralentir certains projets en cours, de fragiliser les ONG locales et d'accroître la dépendance de la Tunisie à d'autres sources de financement, notamment européennes et multilatérales.

Toutefois, en parallèle à cette réduction de l'aide directe, l'administration Trump encourage un modèle alternatif basé sur l'investissement privé à travers des initiatives comme "Prosper Africa". Ce programme vise à stimuler les échanges commerciaux et les investissements américains en Afrique en offrant des incitations aux entreprises souhaitant s'implanter sur le continent.

Bien que la Tunisie ne figure pas parmi les pays prioritaires du programme, elle pourrait bénéficier indirectement de cette dynamique en renforçant ses relations commerciales avec les États-Unis et en attirant des investisseurs intéressés par les opportunités qu'offre l'économie tunisienne, notamment dans les secteurs de la technologie, des énergies renouvelables et de l'industrie manufacturière

3. Enjeux et recommandations

Face aux défis économiques mondiaux actuels, notamment ceux induits par les politiques américaines et les fluctuations monétaires internationales, la Tunisie doit adopter des stratégies proactives pour renforcer sa résilience économique. Voici quelques pistes clés pour y parvenir :

Diversifier les partenariats économiques

Face aux tensions économiques mondiales et aux évolutions de la politique américaine, la Tunisie doit adopter une approche proactive en diversifiant ses partenaires commerciaux ;

- Maintenir des relations solides avec l'Union européenne tout en renforçant les liens avec la Chine pourrait offrir à la Tunisie une meilleure résilience face aux incertitudes mondiales. La Chine est déjà devenue le deuxième plus grand fournisseur de biens pour la Tunisie, après la France. Cela permettrait également d'exploiter pleinement les opportunités commerciales offertes par ces deux géants économiques
- La Tunisie bénéficie déjà de plusieurs accords commerciaux qui peuvent lui permettre d'élargir ses débouchés à l'international. L'accord d'association avec l'UE, ainsi que les accords préférentiels avec des blocs régionaux africains, offrent des opportunités que les entreprises tunisiennes pourraient mieux exploiter à travers une stratégie d'exportation plus ciblée. En outre, l'exploration de nouveaux accords bilatéraux avec des partenaires émergents, comme l'Inde ou la Turquie, pourrait permettre à la Tunisie de diversifier encore davantage ses flux commerciaux et d'accroître sa résilience face aux chocs externes.

Soutenir la production locale

Renforcer la production locale est essentiel pour réduire la dépendance aux importations et stabiliser l'économie intérieure ;

- Le renforcement des chaînes de valeur locales est essentiel pour favoriser une économie plus autonome et résiliente. Il s'agit de soutenir des secteurs économiques stratégiques, tels que le textile, l'agroalimentaire, et d'autres industries locales. En investissant dans ces secteurs, on pourrait réduire la dépendance du pays vis-à-vis des importations. Cela implique également d'améliorer l'intégration verticale dans ces secteurs.
- Pour que ces investissements dans les secteurs stratégiques soient réellement fructueux, il est crucial d'encourager les entreprises locales à se développer et à être compétitives à l'échelle internationale. Cela peut passer par un accès facilité à des financements adaptés

Optimiser la gestion monétaire et budgétaire

Une gestion prudente du système financier est cruciale pour limiter les impacts négatifs des perturbations externes sur l'économie tunisienne. Cela implique la mise en place de stratégies à la fois monétaires et budgétaires pour protéger la stabilité financière et soutenir le pouvoir d'achat des citoyens :

- La politique monétaire doit être un outil central dans la gestion des chocs externes, comme les fluctuations des taux de change, notamment l'appréciation du dollar par rapport au dinar tunisien. Cette appréciation peut rendre les importations plus chères, exacerbant ainsi l'inflation et réduisant le pouvoir d'achat des citoyens.
- L'adaptation du budget national afin de soutenir la stabilité économique face aux crises externes nécessite une gestion rigoureuse et visée des finances publiques, notamment par le biais de subventions ciblées, pour atténuer les effets négatifs de l'inflation, en particulier en ce qui concerne les hausses de prix des biens essentiels.

Cela dit, la clé du succès réside dans notre capacité à mettre en œuvre ces mesures déjà évoquées, qui s'avèrent de plus en plus urgentes pour permettre l'adaptation aux évolutions économiques mondiales et aux besoins de la population tunisienne. »

IACE Tunisie (145/2/2025)

Forum Ibn Khaldoun pour le Développement le 5 avril 2025